

# Contestation de la démocratie et transformations des régimes politiques

---

Introduction :

Bien qu'aujourd'hui reconnue comme un régime politique incontournable dans la plupart des pays développés, la démocratie n'a pas toujours été une évidence.

En pleine expansion lors de la [révolution industrielle](#), qui vit l'éclosion du libéralisme économique et l'élargissement de certaines libertés, la démocratie connut de profondes crises et remises en question tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

La démocratie n'est pas l'unique modèle politique existant et se trouve alors parfois menacée par d'autres types de régimes. Nous allons ainsi voir comment les menaces politiques agissent sur la démocratie et de quelles façons un basculement de régime peut survenir.

Dans un premier temps, nous mettrons en lumière la distinction entre démocratie et totalitarisme. Ensuite, nous reviendrons sur la période fasciste vécue par l'Europe dans les années 1930 et 1940. Enfin, nous terminerons cette étude par un focus sur l'Europe de l'Est et sa transition démocratique suite à la chute du régime soviétique.

## 1 | Rappels sur la distinction entre démocratie et totalitarisme

Il s'agit là de deux régimes politiques que tout oppose, avec des origines différentes et des finalités qui le sont tout autant.

### a. Les démocraties

Si la démocratie connaît sa [première expérience historique dans la Grèce antique](#), la démocratie moderne renaît de ses cendres avec une mise en application différente.

Petit à petit, elle intègre les femmes, tend à abattre les distinctions de classes sociales en mettant un terme au suffrage censitaire et en abolissant les privilèges.

De plus, elle ne s'applique plus seulement à une cité, mais à un pays dans son ensemble.

→ L'idéal démocratique mobilise des **valeurs d'égalité et de liberté** pour répondre aux aspirations des citoyens et limiter les abus de pouvoir des dirigeants.

Par ailleurs, la démocratie se veut garante de l'**État de droit**, c'est-à-dire un système qui tend à placer les citoyens, d'une part, et les dirigeants, d'autre part, sous un même régime judiciaire.

On parle de **primauté du droit**, puisque l'État est lui-même soumis au respect du droit établi, ce qui engage également la responsabilité des dirigeants.

Ainsi, une personne politique haut placée peut être mise en cause, comme n'importe quel autre citoyen, si elle se rend coupable d'actions illégales.



Les démocraties se caractérisent par la volonté d'accepter la diversité des individus et de promouvoir les **libertés individuelles**, tout en instaurant un principe d'**égalité pour tous les citoyens**.

Elles s'expriment pleinement lors d'élections régulières au cours desquelles les citoyens exercent la **souveraineté** de leur pays, c'est-à-dire qu'ils choisissent un ou des dirigeants sans ingérence étrangère.

## **b.** Les régimes autoritaires et totalitaires

À l'inverse des démocraties, les **autoritarismes** agissent comme des régimes qui contraignent les citoyens.

Le régime autoritaire peut prendre la forme d'une **dictature** ou d'une **tyrannie**.

La dictature peut être légale si elle est permise par la Constitution ou par un cas de force majeure (par exemple, une invasion extérieure), comme lors de la République romaine. Le dictateur obtient alors les pleins pouvoirs, mais il doit en principe maintenir en place les institutions et leur redonner

leurs pouvoirs respectifs à la fin de la crise.

Le tyran est un dirigeant qui agit non en fonction de l'intérêt général mais de ses propres désirs. C'est un souverain absolu, tout comme le despote.

→ Originellement, le dictateur agit donc comme dernier rempart dans une situation d'urgence, tandis que le tyran ne cherche à agir que dans son propre intérêt, sans vision de société.

Les **totalitarismes** vont plus loin que les autoritarismes en proposant une prise en main de l'éducation de la jeunesse et un culte affirmé du chef.



### Définition

#### Totalitarisme :

Régime politique dans lequel la totalité des pouvoirs est détenue par un parti unique, qui ne tolère aucune opposition et limite les libertés des citoyens.

Hannah Arendt définit le totalitarisme comme un régime à la recherche d'une domination totale (politique, économique et psychologique), dans lequel la société est considérée comme un tout dont les individus ne sont que des parties.

Selon la philosophe allemande **Hannah Arendt** (1906-1975), les totalitarismes aboutis ne s'étendent réellement qu'aux exemples historiques du **nazisme allemand** (1933-1945) et du **stalinisme soviétique** (1924-1953).

Elle les conçoit comme des **dynamiques autodestructrices** car ces régimes reposent sur la disparition des différentes structures sociales au service d'un **parti unique**.

Les totalitarismes encouragent l'**éducation orientée** de la jeunesse afin de former de parfaits serviteurs du régime.

Dans les faits, les totalitarismes sont des régimes où les élections n'existent pas, où le leader est imposé et où toute tentative de remise en question du régime vaut automatiquement une sanction judiciaire à celui ou celle qui en est à l'origine.

→ La séparation des pouvoirs n'est plus respectée et l'activité politique est donc accaparée par un seul parti : les citoyens sont dépossédés de leurs droits politiques et n'ont plus de contrôle sur les dirigeants. On s'éloigne alors de l'idée de légitimité du pouvoir, telle que le conçoit la démocratie.

Les totalitarismes sont des régimes qui contraignent les personnes, politiquement comme dans leur vie quotidienne, et où le recours aux **violences** est le moyen le plus courant d'**obtenir l'obéissance de la population** sur laquelle ils s'exercent.



À retenir

Les démocraties et les totalitarismes sont donc des régimes politiques antagonistes.

Les premières, mues par des valeurs d'égalité et de liberté, garantissent la participation politique des citoyens qui forment le socle du système, les gouvernants étant eux-mêmes soumis à l'État de droit.

Les seconds sont des **dérives du pouvoir** qui vident le mot « citoyen » de son sens en dépossédant le peuple de toute possibilité d'action politique et en le conditionnant, souvent par la **contrainte**.

Les basculements de régime politique en Europe au début et au milieu du XX<sup>e</sup> siècle méritent une étude particulière.

2

Les expériences autoritaires et totalitaires au XX<sup>e</sup> siècle : étude de cas

a.

L'Italie fasciste

Le nazisme et le stalinisme sont les deux formes réellement abouties de totalitarisme. Cependant, le **fascisme** italien est la première expérience totalitaire qui s'est signalée en Europe dès les années 1920.



Définition

**Fascisme :**

Régime d'extrême-droite italien qui exalte la figure de son chef, Benito Mussolini, endoctrine la jeunesse et se pose comme révolutionnaire, c'est-à-dire voulant renverser le pouvoir en place par la force. C'est également un mouvement eugéniste, ce qui signifie qu'il promeut, comme le nazisme, un « homme nouveau ». En conséquence, les handicapés, les Juifs ou les homosexuels sont mis au ban de la société.

Ce régime est l'œuvre de **Benito Mussolini** qui marche sur Rome en 1922, en provoquant des violences contre des opposants politiques.



Constatant la force et la détermination des fascistes, le roi Victor-Emmanuel III charge le leader extrémiste de former un gouvernement. Le régime fasciste italien reste en place jusqu'au 25 juillet 1943, date à laquelle le régime mussolinien est définitivement et officiellement terminé.

On constate dans ce régime la détermination de Mussolini à briser l'élan libéral de la démocratie :



*« [...] tout est dans l'État et rien d'humain, rien de spirituel n'existe et n'a tant soit peu de valeur en dehors de l'État. [...] En dehors de l'État, pas d'individu, pas de groupes (partis politiques, associations, syndicats, classes). [...] Les individus sont d'abord et avant tout l'État. »*

Benito Mussolini, article « fascisme », dans *Enciclopedia italiana*, 1934

Mussolini déclare que l'individu n'existe plus que comme une composante de l'État fasciste. Les Italiens doivent se plier aux règles imposées.



L'individu s'efface complètement au profit d'une entité nationale idéalisée.

Mussolini supprime d'ailleurs les contre-pouvoirs incarnés par les corps intermédiaires que sont les partis politiques, les associations, etc. Ainsi, rien n'entrave la « bonne marche » de l'État fasciste.



## L'Allemagne nazie

Dans les années 1930, le fascisme s'étend à l'Allemagne sous la forme particulière du **nazisme**.

Durant l'entre-deux-guerres, **Adolf Hitler** fait partie des figures politiques montantes en Allemagne, pays qui accepta très mal sa défaite de 1918. Après avoir tenté une première prise du pouvoir par la force en 1923 (« putsch de la brasserie » ou « putsch de Munich »), Hitler est arrêté et condamné à de la prison ferme. Durant cette période, il rédige son pamphlet antisémite et extrémiste qui lui tient lieu de programme : ***Mein Kampf***.

Il se présente avec le parti nazi aux élections législatives de 1933, qu'il remporte. Le président de la République lui demande en conséquence de former un gouvernement.

→ L'arrivée d'Hitler au pouvoir se fait sur les bases démocratiques des élections.

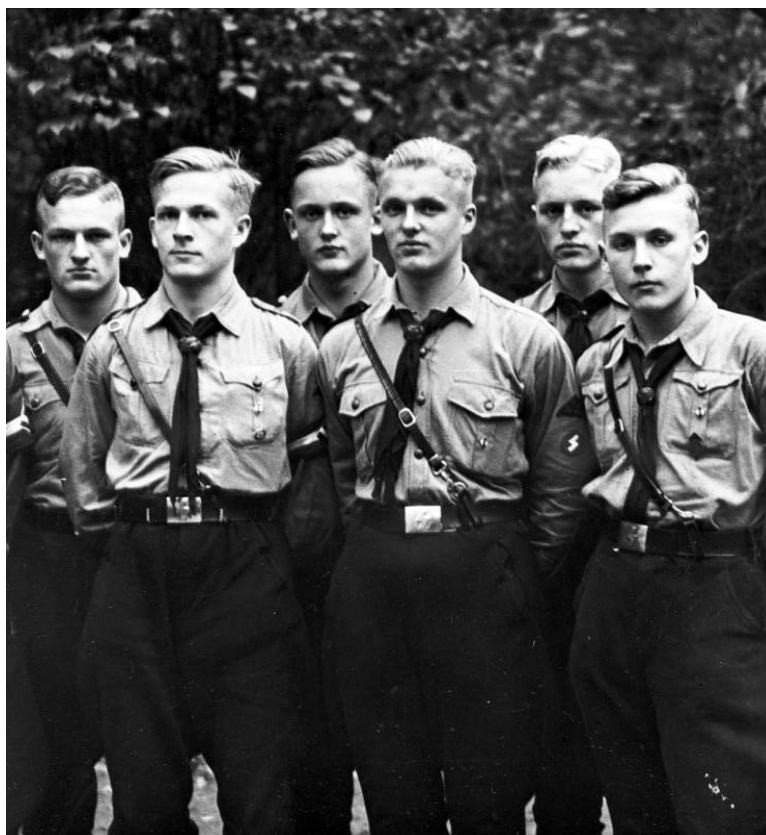


Hitler s'est donc servi des armes de la démocratie pour mieux la détourner puis la supprimer.



Il accuse les communistes d'avoir organisé l'incendie du *Reichstag* (Parlement allemand) et utilise cet acte criminel pour faire main basse sur la vie politique allemande en rendant illégal tout autre parti politique que le sien.

En instrumentalisant la jeunesse, il s'assure d'être préservé de toute forme de contestation politisée et organisée qui pourrait remettre en cause l'ordre nazi.



→ Au début de la Seconde Guerre mondiale, 90 % des jeunes allemands font partie des Jeunesses hitlériennes (de façon plus ou moins contrainte), ce qui permet au régime de les soustraire à l'influence de leurs parents.

Très vite, le masque démocratique tombe donc et le parti nazi révèle son vrai visage : **eugénisme** (volonté de créer un homme nouveau), **militarisme** (volonté de guerre), **antisémitisme** (hostilité féroce envers les Juifs) et **pangermanisme** (volonté d'unir les peuples germaniques dans une « Grande Allemagne »).

Hitler rêve de constituer un empire allemand idéal, le III<sup>e</sup> Reich, au sein de ce qu'il nomme le **Lebensraum** (« espace vital »).

Le régime nazi tombe officiellement le 8 mai 1945 avec la signature de l'Armistice entre les Alliés et l'Allemagne.

Durant douze années, il aura semé la terreur et le chaos en Europe, envahissant notamment la Pologne, l'Autriche, la Bohême, le Bénélux ou la France, et provoquant la mort de plusieurs millions de personnes, dont les deux tiers des Juifs d'Europe.



## L'URSS stalinienne

Le **stalinisme** est une **dérive de la doctrine communiste** telle que définie par **Karl Marx**.

Il n'y est plus tant question d'un partage équitable des richesses et des outils de production pour une société plus juste et équitable, mais plutôt d'une valorisation de la personne de **Joseph Staline** (1878-1953) qui doit être alors perçu comme le garant de la nation russe et de l'empire soviétique.

En plus d'un **culte de la personnalité** poussé à son paroxysme, l'opposition avec l'Occident capitaliste est systématisée, **l'information est contrôlée** et la paranoïa gagne toutes les couches de la population.

En effet, toute personne soupçonnée de contrevenir à l'idéal soviétique peut être arrêtée et déportée au **goulag**, c'est-à-dire un camp de prisonniers.



→ Le contrôle de l'information et la fermeture des frontières pour empêcher les habitants de l'URSS de fuir à l'Ouest (principe qui sera également appliqué à



tous les pays satellites de l'URSS) sont des moyens totalitaires qui sont autant de coups portés à un éventuel regain de démocratie.



Sous le stalinisme, les Soviétiques ne sont alors rien d'autre qu'une force de travail au service de l'idéal d'une grande Russie soviétique voulue par Staline, leader incontesté et incontestable.

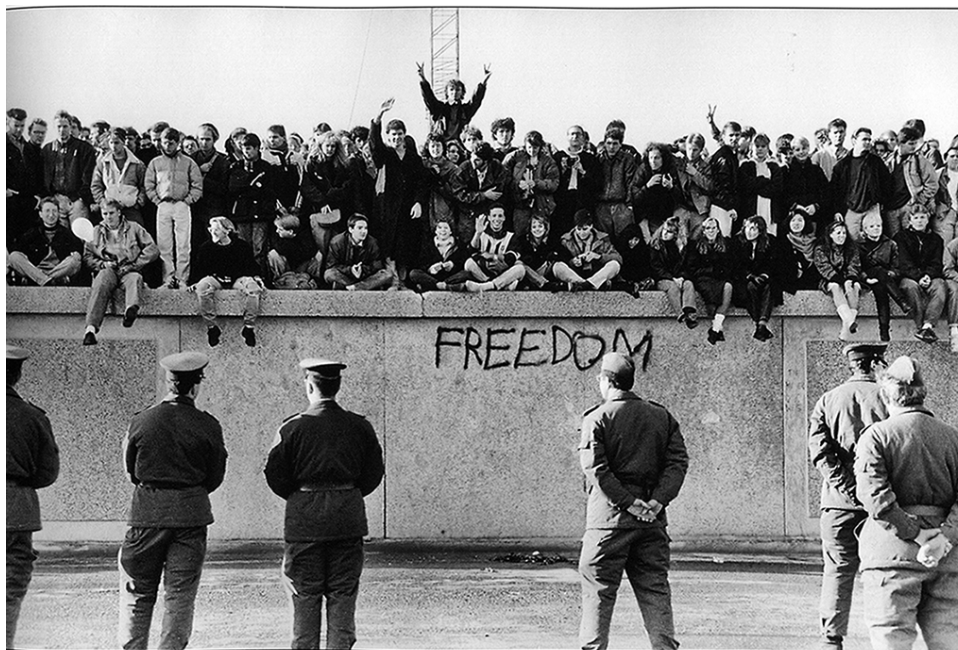
À la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous l'influence de la puissante l'URSS, l'Europe de l'Est met en place des régimes communistes à tendance totalitaire, et ne retrouve le chemin de la démocratie qu'en 1989, après de longues décennies de dictature. Étudions donc à présent la transition démocratique que ces pays vécurent alors.

### 3 | La transition démocratique en Europe de l'Est

Celle-ci débuta symboliquement le 9 novembre 1989 avec la [chute du mur de Berlin](#), puis se poursuivit au fil des années suivantes, au gré d'étapes marquantes.

#### a. Rappel historique : de la chute du mur à la fin de l'URSS

La chute du mur de Berlin marque la fin d'une frontière arbitraire qualifiée de « **rideau de fer** » par [Winston Churchill](#) notamment.



En plus de réunifier la ville de Berlin, cette étape symbolique entame également le processus de réunification entre **RFA** (République fédérale d'Allemagne, à l'Ouest) et **RDA** (République démocratique d'Allemagne, à l'Est).

Ébranlée, l'**URSS**, qui impose une dictature d'inspiration communiste sur une bonne partie de l'Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie...) vole en éclats le 26 décembre 1991, car elle n'a plus les moyens militaires, humains et financiers de maintenir son emprise politique et idéologique sur un tel empire.

Elle devient alors la **CEI** (Communauté des États indépendants) avant de disparaître et de laisser la place à un ensemble d'**États souverains** : l'Ukraine, la Biélorussie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, la Moldavie et le Turkménistan.

→ La chute du mur de Berlin a donc un « effet domino » sur toute l'Europe centrale et orientale.

**b.** Du communisme à la démocratie libérale : une transition délicate

Le vent de liberté qui souffle alors sur les pays anciennement liés à l'URSS par le **Pacte de Varsovie** (Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Pologne...) emmène un bouleversement politique majeur.

→ Les révolutions des peuples de l'Est en 1989 contribuent à faire éclater la politique du parti unique, profondément antidémocratique.

En effet, les pays d'Europe de l'Est ne rêvent que d'une chose : pouvoir enfin choisir leurs dirigeants sur le modèle des **démocraties libérales** occidentales.



### Définition

#### Démocratie libérale :

Forme de démocratie représentative propre aux pays occidentaux qui associe les idées de démocratie et de libéralisme.

La démocratie libérale est à la fois garante de l'économie de marché et des droits des individus (libertés individuelles).

Cette volonté de rapprochement avec les démocraties libérales se traduit d'ailleurs sur le plan diplomatique : de nombreux pays d'Europe de l'Est s'intéressent à l'Union européenne et à l'OTAN et demandent à en faire partie.



### À retenir

Toutefois, cette transition n'est pas si simple car le **choc culturel** est parfois brutal entre un Occident qui a poursuivi son évolution démocratique et libérale à l'ouest du rideau de fer et un Orient qui a vécu plusieurs décennies sous le joug de régimes totalitaires.

C'est ainsi que la Tchécoslovaquie s'est séparée en deux pays distincts (République tchèque et Slovaquie) pour mieux respecter les aspirations nationales des deux peuples, tandis que la Yougoslavie, quant à elle, a volé en éclat au cours d'un conflit sanglant qui aboutit à la création de plusieurs États indépendants : Serbie, Croatie, Kosovo, Slovénie, Macédoine du Nord, Monténégro, Bosnie-Herzégovine.

Par ailleurs, les premiers dirigeants qui tentèrent d'instaurer une démocratie libérale dans les différents pays d'Europe de l'Est éprouvèrent parfois de grandes difficultés, notamment à cause d'un **retard économique et technologique** important.

Le recours, par voie des urnes, à des régimes aux accents autoritaires dans des pays comme la Hongrie ou la Pologne montrent que la greffe de la démocratie libérale n'est pas forcément totale.



L'équilibre politique est donc parfois fragile : les basculements de régime se font toujours au profit d'une perte de libertés, de droits, d'expression politique et citoyenne lorsque l'on bascule vers un autoritarisme, ou d'un gain de libertés, de droits, d'expression politique et citoyenne lorsque l'on tend vers la démocratie.

### c. La main tendue de l'Union européenne

Le 1<sup>er</sup> mai 2004 est une date-clé pour l'Europe de l'Est : plusieurs de ses États sont en effet intégrés à l'Union européenne, dans ce qui devient le plus vaste élargissement de son histoire.

Ainsi les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie font leur entrée dans l'Union européenne.

Ces huit pays seront rejoints ensuite par la Bulgarie et la Roumanie en 2007 et la Croatie en 2013.

→ En intégrant cette alliance politique et économique, le but de ces pays est clair : ne plus jamais être exposés à l'ombre tutélaire de la Russie tout en s'assurant une prospérité économique qu'ils n'avaient encore jamais connue.



L'intégration des pays de l'Est par l'Union européenne leur a permis de favoriser leur transition démocratique en leur donnant une certaine stabilité (adhésion à des valeurs démocratiques communes) et en leur permettant aussi de rattraper le retard économique qu'ils accusaient.

Conclusion :

Acte de modernité et de progrès, l'idée de démocratie s'est imposée avec vigueur dans les pays développés, et plus encore après la Seconde

Guerre mondiale, afin de tourner le dos aux épisodes totalitaires qui marquèrent l'histoire.

Les autoritarismes et totalitarismes ont montré comment déposséder le peuple de son pouvoir politique, allant jusqu'à nier à certaines populations leur droit d'exister.

Quant aux déviations de la doctrine communiste, qui fut la base de la chape de plomb imposée à l'Europe de l'Est pendant environ quarante-cinq ans, elles laissèrent la place à une forte volonté d'émancipation des pays qui s'en libérèrent, provoquant des conflits, comme en ex-Yougoslavie, mais aussi un désir de se rapprocher de l'idéal démocratique incarné alors à leurs yeux par l'Europe de l'Ouest.